

# **Qu'est-ce qu'une forêt, et quand s'agit-il d'une forêt ?**

**Une réflexion critique sur les concepts utilisés dans les processus internationaux d'élaboration des politiques forestières**

**Note d'information du WRM**

## Qu'est-ce qu'une forêt, et quand s'agit-il d'une forêt ?

Une réflexion critique sur les concepts utilisés dans les processus internationaux d'élaboration des politiques forestières

### Note d'information du WRM

Cette note d'information est la troisième d'une série basée sur un document de travail plus long rédigé au cours de la période 2019-2021 par Larry Lohmann, membre du comité consultatif du WRM. Ce document de travail s'appuie sur des contributions issues d'entretiens avec plusieurs militants de terrain, le comité consultatif et le secrétariat international du WRM. Il s'agit d'une réflexion critique du WRM sur lui-même et son travail passé, présent et futur autour des forêts, de la déforestation et de sa participation aux processus, initiatives et forums axés sur la politique forestière internationale. Ce document de travail peut être consulté [ici](#).





Mouvement mondial pour les forêts tropicales

Mars 2024

Ce travail a été possible grâce aux contributions de l'Agence Suédoise de coopération pour le développement international (Sida), par l'intermédiaire de la Société Suédoise pour la conservation de la nature (SSNC); de l'organisation Suisse HEKS/EPER; de Misereor/KZE, d'Allemagne; et Swift Foundation, des États-Unis. Les avis exprimés ici sont le résultat des informations obtenues en plusieurs sources consultées par l'organisation et ne reflètent pas forcément l'opinion officielle des collaborateurs ou leurs sponsors.



### Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

-  Av. Bolivia 1962 bis  
CP 11400 – Montevideo, Uruguay
-  Ph.: +598 2605 6943
-  [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)
-  [www.wrm.org.uy/fr](http://www.wrm.org.uy/fr)

# Index

Introduction.....	4
Qu'est-ce qu'une forêt, et quand s'agit-il d'une forêt ? Une réflexion critique sur les concepts utilisés dans les processus internationaux d'élaboration des politiques forestières.....	7
Remarques de conclusion.....	22
Références.....	24

# Introduction

En 2021, le WRM a publié une autoréflexion critique sur son travail passé, présent et futur et, en particulier, sur sa participation aux processus politiques d'élaboration des politiques forestières internationales. Cette réflexion analysait l'engagement du WRM, ainsi que celui de nombreux groupes de la société civile, dans le processus mené par les Nations Unies sur les causes sous-jacentes de la déforestation. Ce processus a débuté en 1999 à l'initiative du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) des Nations Unies.<sup>1</sup>

Bien qu'elle soit axée sur le travail du WRM, cette autoréflexion critique pourrait également présenter un intérêt plus large au niveau national et international pour les organisations, les mouvements et les activistes engagés dans une réflexion critique sur les conséquences pour les luttes sociales dans les forêts découlant de la participation aux processus politiques internationaux. Afin d'encourager une réflexion plus large sur ces questions, le WRM a décidé de publier trois notes d'information plus courtes. La première, axée sur les causes de la déforestation, montre que plus de 20 ans après le rapport de 1999 sur les Causes sous-jacentes, aucune de ces causes n'a été véritablement traitée ; en fait, plusieurs d'entre elles se sont intensifiées et de nouvelles ont été ajoutées à la liste. En conséquence, les forêts continuent d'être détruites à grande échelle. La deuxième note d'information porte sur la question de la participation des ONG aux réunions internationales sur la politique forestière : les militants de terrain et les ONG devraient-ils continuer à participer aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières afin de fournir aux décideurs des recommandations politiques, même si ces recommandations sont régulièrement ignorées – comme dans le cas du rapport de 1999 sur les Causes sous-jacentes ? Après tout, la participation des ONG est susceptible de légitimer ces processus.

La présente note d'information est la troisième de la série et s'appuie sur les analyses contenues dans les notes d'information précédentes. Elle se focalise sur une autre dimension importante de la participation

aux instances internationales d'élaboration des politiques forestières : le langage et, en particulier, les concepts et les catégories utilisés dans ces processus. Elle réfléchit à la manière dont ces concepts empêchent de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la déforestation. Selon nous, c'est là une raison supplémentaire pour laquelle il ne faut pas s'étonner qu'en dépit d'innombrables réunions et initiatives internationales sur la politique forestière, les forêts continuent d'être détruites.

Parmi les concepts prétendument universels figurent en anglais *forest*, *ecosystem*, *climate* et *biodiversity* ; en français, *forêt*, *écosystème*, *climat* et *biodiversité* ; en espagnol, *bosques*, *ecosistemas*, *clima* et *biodiversidad* ; et en portugais, *florestas*, *ecossistemas*, *clima* et *biodiversidade*, et ainsi de suite.

L'utilisation de ces concepts est généralement incontestée, non seulement dans les espaces politiques internationaux, mais aussi dans de nombreux autres espaces et documents où ils apparaissent, y compris dans les réunions et les documents des organisations de la société civile et des mouvements sociaux. Ces concepts apparaissent même dans le nom d'organisations telles que le Mouvement mondial pour les forêts tropicales.

Mais pourquoi ces concepts sont-ils si problématiques et pourquoi est-il important de réfléchir à l'influence que peut avoir leur utilisation sur les débats relatifs à la déforestation et à ses causes sous-jacentes ? Parce que les concepts ouvrent la voie aux solutions qui émergent de ces processus.

Reprenons le cas du WRM : il rejette depuis longtemps la définition internationale des *forêt* de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), parce que la FAO définit une *forêt* comme toute zone couverte par une certaine quantité d'arbres poussant selon un certain schéma. Le WRM a fait valoir qu'une *forêt* est bien plus qu'un groupe d'arbres. Il affirme notamment que les communautés humaines font partie d'une *forêt*. C'est une chose que l'organisation a apprise en discutant avec les peuples autochtones et d'autres communautés vivant dans les forêts. Cependant, la principale critique du WRM à l'égard de la définition des *forêt* de la FAO ne porte pas tant sur le concept de *forêt* lui-même que sur le fait que cette définition inclut les plantations industrielles d'arbres en monoculture. Le WRM et d'autres groupes ont mené des campagnes

et utilisé le slogan « Les plantations ne sont pas des forêts », qui réaffirme implicitement le concept de *forêt*.

Le WRM a également pris conscience qu'un certain nombre de peuples autochtones implantés de longue date dans des territoires forestiers ont décidé de ne pas traduire le terme « *forêts* » et d'autres concepts utilisés dans les débats internationaux sur la politique forestière, et/ou ont décidé d'adopter leurs propres définitions. Pour beaucoup de ces communautés, une *forêt* n'est pas une entité fixe qui pourrait être définie de manière significative en termes de *couvert forestier* ou de *séquestration du carbone*, comme la FAO et d'autres acteurs à l'origine des processus politiques tentent de le faire. Une définition telle que celle de la FAO est inconciliable avec la compréhension d'une *forêt* comme faisant partie d'un cycle de transformation d'un territoire.

Cependant, les processus internationaux d'élaboration des politiques forestières ont censuré toute définition autochtone des *forêts*. Dans leurs salles de conférence et leurs documents, ces processus ne tolèrent aucune définition sortant du cadre des catégories soi-disant universelles que sont les *forêts*, le *climat*, la *biodiversité*, les *écosystèmes*, etc. Ce monopole conceptuel exclut directement les concepts autochtones, qui sont ancrés dans des réalités faisant intervenir des cosmologies différentes et souvent des luttes ancestrales pour la vie.

D'une certaine manière, les acteurs à l'origine des processus internationaux d'élaboration des politiques forestières transmettent aux communautés qui ont une conception différente des forêts un message tacite : oubliez votre réalité et vos luttes. L'idée que les membres des communautés puissent « prendre leur place à la table » – un slogan courant pour faire pression en faveur d'une plus grande participation des communautés à ces réunions politiques internationales – signifie en fait que les membres des communautés participent à des processus qui ignorent leurs réalités. Et ces réalités sont le résultat d'un processus historique particulier, généralement marqué par le colonialisme, le racisme, le patriarcat, le génocide et l'extraction incessante à des fins d'accumulation de capital à l'échelle mondiale.

En fait, la plupart des concepts mentionnés ci-dessus, si ce n'est tous, sont issus de ces processus historiques. La *forêt*, par exemple, est un concept dérivé en grande partie de la science forestière coloniale. Il a toujours été contesté, en particulier au niveau local, les communautés dépendantes des *forêts* ayant décrit ce qu'est une forêt dans leurs propres termes.

En bref, le langage n'est jamais neutre, et certains concepts perçus comme inoffensifs ou même positifs par le discours dominant ont été utilisés historiquement – et continuent de l'être – pour dominer des personnes et des territoires.<sup>2</sup> Le texte qui suit souligne la nécessité de remettre en question de manière critique le discours international sur la politique forestière qui non seulement utilise, mais impose, des concepts tels que les *forêts*. Il souligne également la nécessité de comprendre, de respecter et de prendre en compte d'autres points de vue et connaissances en la matière, en particulier ceux des peuples dépendants des *forêts*.

## Qu'est-ce qu'une forêt, et quand s'agit-il d'une forêt ?

### Une réflexion critique sur les concepts utilisés dans les processus internationaux d'élaboration des politiques forestières

Il y a vingt-cinq ans, le WRM acceptait plus ou moins sans difficulté bon nombre des catégories centrales dans le cadre desquelles les luttes forestières sont discutées dans ces forums.

Ces catégories sont notamment les suivantes : *les forêts, les terres, l'eau, le sol, les plantations, l'énergie, les ressources, la population, la nation, les plantes, les animaux, la consommation, la production, la biodiversité, l'écosystème, les services écosystémiques, la demande, la main-d'œuvre (salarisée), le développement, l'économie, les coûts, le bilan carbone, le climat, les impacts climatiques, l'atténuation des changements climatiques, l'adaptation au climat, les hectares, les cultures, les produits, le temps* (en tant que processus linéaire), *l'espace* (abstrait), *la nature et la société* (en tant qu'abstractions), ainsi que de nombreuses autres.

Par exemple, bien que le WRM ait catégoriquement rejeté la définition de la forêt de la FAO au motif que les plantations industrielles avaient été incluses, il a néanmoins eu tendance à tolérer d'autres définitions générales de la forêt qui sont également finalement dérivées de la science forestière coloniale.

Par exemple, la publication de 1996 du WRM, *Pulping the South* définissait une forêt comme « un système complexe et auto-régénérant, englobant le sol, l'eau, le microclimat, l'énergie et une grande variété de plantes et d'animaux en relation mutuelle ».<sup>3</sup>

De telles définitions traditionnelles ne remettaient pas en question l'opposition capitaliste fondamentale entre « humains » et « nature », et forêt et agriculture, même si de nombreux mouvements forestiers et communautés forestières s'opposaient depuis longtemps à ces définitions.

Aujourd'hui, en partie grâce à un dialogue plus étroit avec les Peuples autochtones, les paysans et les syndicats, ainsi qu'à la déprofessionnalisation croissante qui a accompagné ce contact<sup>4</sup>, le WRM commence peut-être à mieux comprendre les problèmes posés par tels concepts.

Il est sans doute devenu plus conscient de la mesure dans laquelle, à travers le monde, des catégories telles que celles de la longue liste ci-dessus sont contestées ou placées entre guillemets. Il a progressivement pris conscience de la façon et des situations dans lesquelles elles se sont fragmentées, et de pourquoi elles n'ont en réalité jamais eu beaucoup d'influence. Et il est probable qu'il comprend mieux pourquoi cela est important pour la formation d'alliances et la stratégie politique.

Plus important encore, peut-être, le WRM de 2024 est probablement mieux préparé que le WRM d'il y a 25 ans pour saisir les implications du fait que de nombreux groupes autochtones ont longtemps refusé de considérer les forêts comme des choses dont les humains ne font pas partie et qui ne font pas partie des humains.

En 2016, un article du *Bulletin* du WRM a décrit une réunion avec une communauté *wixárika* à Jalisco, au Mexique, sur le maïs, les produits transgéniques, les produits agrochimiques, les menaces pesant sur les territoires, etc.



Au cours de la réunion, l'auteur de l'article s'est soudain rendu compte à sa grande surprise que les *wixárika* utilisaient la langue espagnole pour faire référence aux concepts *végétal* et *animal* parce qu'ils avaient choisi de ne pas accueillir ces concepts dans leur propre langue.

Le problème des notions de *végétal* et d'*animal*, a expliqué un membre de la communauté, est qu'elles excluaient les membres de la communauté. Créer un « équivalent » facilement échangeable pour de tels mots européens en *wixárika*, a-t-il laissé entendre, reviendrait à nier la réalité que chaque être qu'un Européen pourrait classer comme plante ou animal, comme chaque montagne, route, pot, source ou feu, est en fait un sujet vivant en dialogue avec les humains, qui « font partie du même continuum d'êtres qui constituent une communauté dans un territoire ».<sup>5</sup>

Ces pratiques forestières constituent une critique vivante et un contrepoids aux instances politiques internationales et à leur détermination à créer les unités échangeables nécessaires, par exemple, aux transactions commerciales et à la réglementation de la biodiversité.

Les catégories *wixárika*, situées en dehors de nombreuses structures du capital industriel, rendent possible une sorte de poids politique qui est impossible à obtenir autrement.

Accorder une attention particulière à ces pratiques permet également de révéler la détermination profonde des instances politiques internationales à censurer des concepts radicalement opposés comme ceux que l'on trouve dans la pratique des *wixárika*.

Il s'agit d'une censure dont, par le passé, le WRM a pu parfois être complice sans en être conscient. La détermination actuelle du WRM à enquêter sur des cas du type des *wixárika* peut aider à mettre en lumière et à combattre plus efficacement les exclusions, la brutalité et la violence cachées qui forment le cadre tacite des discussions politiques internationales officielles.

Pour donner un autre exemple, les amis du WRM savent depuis longtemps que de nombreux Peuples autochtones et groupes de paysans partagent une conception de la *forêt* – s'ils en ont une – qu'ils ne voient pas comme une entité fixe à définir en termes de couverture arborée//couvert végétal,

de biodiversité ou de potentiel de séquestration du carbone, mais plutôt comme un moment dans le cycle de transformation d'une parcelle de terre donnée du champ à la jachère puis au terrain boisé et au champ à nouveau.

Ou ils peuvent la voir comme une étendue de terre, comme une forêt funéraire, plus en fonction de son utilisation communautaire ou politique que comme quelque chose qui est défini par la biologie occidentale. (De même, la forêt était définie en vieil anglais comme un terrain de chasse pour l'approvisionnement en gibier des élites, qu'il soit planté d'arbres ou non.)

Ici, la réponse appropriée à la question d'un expert du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) « Ce morceau de terre est-il une forêt ? » peut être une autre question : « Quand ? ».

De même, une réponse appropriée à la question du fonctionnaire « Comment cette forêt doit-elle être préservée ? » peut être encore une autre question : « Comment pouvons-nous trouver auprès des communautés les meilleurs moyens de contribuer à leurs luttes pour défendre leurs propres pratiques forestières, notamment leurs cycles de vie et de subsistance ? »

De toute évidence, le WRM a toujours respecté et soutenu ces points de vue. Mais ils doivent peut-être maintenant être mieux intégrés dans sa réflexion stratégique.

Ainsi, alors que ce document de discussion a commencé par l'affirmation apparemment évidente que le WRM se préoccupe de la défense des forêts, l'engagement de WRM à la base le mène sans aucun doute sur une voie qui le ramène à une réévaluation et une redéfinition constructives de cette même mission.

Pour dire les choses différemment, le concept de *forêt* peut nécessiter un réexamen stratégique non seulement parce qu'il fait partie du nom du WRM, mais aussi parce que son histoire politique, comme l'histoire politique du *climat*, est quelque peu différente des autres termes qui apparaissent fréquemment dans les discussions internationales, comme l'*exploitation minière* ou l'*huile de palme*.

Une bonne chose à propos du terme *exploitation minière* est qu'il est difficile de parler d'exploitation minière sans parler des sociétés minières, de la concurrence commerciale, des subventions et de l'accumulation de capital, ainsi que de ce qui s'oppose à l'accumulation de capital.

Pour définir une crise, la *forêt* – comme le WRM a coutume d'utiliser ce terme – est plus vague, plus contestée et plus insaisissable.

Le mot laisse moins d'ouvertures évidentes pour la discussion sur les grandes entreprises, les États et des causes sous-jacentes. Dans la définition hégémonique, *forêt* signifie *arbres*. Ainsi, une crise forestière devient une crise des arbres. On peut considérer que quiconque ou quoi que ce soit qui semble endommager les arbres peut être considéré comme également fautif.

Certes, on peut blâmer une entreprise papetière comme Kimberly-Clark ou une entreprise agroalimentaire comme Monsanto. Mais il en va de même pour tout paysan qui défriche des terres par brûlis pour mettre en place un champ, ou tout micro-organisme causant une maladie de l'écorce.

L'arbre mondial plutôt que l'entreprise mondiale devient le sujet de discussion. Et ce sont les experts forestiers qui décident de ce qu'est l'arbre mondial. Les participants aux instances internationales sur les politiques forestières sont généralement obligés de céder à ce courant technocratique, alors que ce n'est sans doute pas le cas des participants aux forums sur l'exploitation minière.

Il en va de même pour les conférences internationales sur le changement climatique auxquelles le WRM s'est souvent senti obligé de participer.

Dans ce contexte, c'est souvent l'expert du mouvement des molécules de dioxyde de carbone et de la direction des courants océaniques qui prend la parole. Les militants qui ont une connaissance de terrain sur l'agro-industrie ou sur Chevron ou sur l'utilisation par le capital de machines pour contrôler le travail, doivent aller au fond de la salle et se contenter d'écouter. Apparemment, leurs connaissances ne portent pas « sur le *climat* », tel que ce *climat* est défini par les experts.

Ce n'est pas, fondamentalement, une question de terminologie. Essayer d'être à l'écoute des dialogues entre différentes communautés forestières, comme le fait de plus en plus le WRM, c'est se placer au milieu et prendre parti dans un processus historique global et continu de conflits politiques. Et les concepts traditionnels tels que *forêt*, *hectare*, *ressource*, *écosystème*, *consommation*, *biodiversité*, *nation et climat* ont toujours été contestés, en particulier dans les mouvements ruraux.<sup>6</sup>

Plus on écoute attentivement les points de vue de ces groupes de terrain, plus il devient évident que les défis qu'ils représentent peuvent rarement être placés stratégiquement sous la forme de « recommandations politiques » ou d'« alternatives » adaptées au format des instances politiques internationales.

Ces points de vue ne peuvent pas non plus s'exprimer dans les termes que les spécialistes professionnels veulent entendre en réponse à leurs questions.

Aucune définition autrefois considérée comme acquise de la déforestation ou de la dégradation des forêts, de la biodiversité, des incendies de forêt ou du climat ne peut survivre à ce processus d'éducation sans en être affectée.

Par conséquent, si le WRM entreprenait aujourd'hui une refonte de *S'attaquer aux causes sous-jacentes*, il devrait sûrement inclure un réexamen de ses propres préjugés sur ce qu'est la nature.

Pour le WRM, comme pour tout le monde, choisir à *qui* on parle influence *ce dont* on parle.

Et il ne servira pas non plus à grand-chose de se contenter de remplacer les termes *forêt* ou *hectare* ou *écosystème* ou *climat* de la foresterie coloniale par une « terminologie alternative ». Les communautés forestières qui tentent de faire face au colonialisme des ressources aujourd'hui revitalisé n'ont pas pour finalité de fournir des pièces de rechange aux structures modifiées de l'accumulation de capital néolibérale. Pourquoi le WRM devrait-il se précipiter pour adopter de nouveaux slogans comme la *forêt communautaire* ou le *buen vivir* ou les *réparations écologiques* si ces termes finissent par être simplement traités comme des outils rhétoriques prêts à l'emploi et finis ?

Habituellement, lorsque des communautés de base s'adressent au WRM, elles ne lui parlent pas pour lui demander d'« approuver » une théorie, de faire du prosélytisme, de s'internationaliser, de « se développer » ou de se transférer dans différents contextes, comme les théories de « l'ajustement structurel » promues par le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale.

Ce que ces communautés expriment, sans doute, revient plutôt à inviter le WRM à se considérer comme faisant partie d'une série d'histoires inachevées.

Le récit de ces histoires exige le respect des luttes communautaires ainsi que la reconnaissance et l'étude attentive de leurs adversaires. Cela demande de comprendre que, pour reprendre les mots du chef autochtone équatorien Yaku Perez, « la résistance, c'est la vie elle-même ».

Pour essayer de clarifier ces questions, une militante équatorienne donne l'exemple des dialogues qui se poursuivent constamment entre les différents mouvements sociaux latino-américains.

Dans le récit de cette militante, peu importe qui participe à ces dialogues (femmes autochtones illettrées des zones rurales, intellectuelles urbaines, militantes syndicales ou qui que ce soit), et quel que soit le sujet officiel de la journée (écologie, féminisme, droits de la nature) ou même un concept des Nations Unies comme le « développement durable »), chacun a toujours à l'esprit l'expérience commune de 500 ans d'un continent soumis au colonialisme, au génocide et à une extraction implacable.

Immanquablement au centre des conversations et des enquêtes collectives qui s'ensuivent, une question est si omniprésente qu'elle n'a pas besoin d'être posée à voix haute : Qui sommes-nous en tant que Latino-Américains ? Qu'allons-nous faire de notre histoire – un passé colonial, raciste et patriarcal qui (pour adapter une phrase du discours d'acceptation du prix Nobel du romancier américain William Faulkner) qui non seulement n'est pas mort, mais n'appartient même pas au passé.

Un mouvement en Amérique latine qui se trouve à certains moments confronté à la déforestation ou au changement climatique ne tire pas sa

signification ou sa force d'être un cas particulier d'un environnementalisme mondial générique pas plus qu'une femme noire confrontée à la violence patriarcale ne peut être représentée par un homme noir ou par une femme blanche, ou par un comité des deux.<sup>7</sup>

En effet, la déforestation et le changement climatique – sans parler des marchés de services écosystémiques ou du consentement libre, informé et préalable - ne peuvent pas eux-mêmes être définis de manière aussi générique, pas plus que la violence patriarcale particulière dont souffrent les femmes noires ne peut être définie par des hommes noirs ou des femmes blanches.

« Exprimer le passé historiquement », écrivait le philosophe allemand Walter Benjamin en 1940 alors qu'il fuyait les nazis, « signifie s'emparer d'un souvenir tel qu'il jaillit à l'instant du danger ».<sup>8</sup> Pour la plupart des luttes forestières dans lesquelles le WRM est impliqué, les histoires de ce type sont toujours prêtes à jaillir à l'esprit. Par exemple, pour de nombreuses communautés au Libéria, au Cameroun, en Guinée, en Sierra Leone, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Congo-Brazzaville, au Gabon, au Ghana, au Nigéria et en Ouganda, la Sierra Leone les projets contemporains de plantations industrielles de palmiers à huile sont simplement « cycle supplémentaire de l'occupation coloniale ».<sup>9</sup>

Les terres des villageois leur sont enlevées, souvent par la force ou la manipulation, sans consultation ni consentement. Les agriculteurs, particulièrement les femmes, perdent la possibilité de cultiver leur propre alimentation ou de produire leur propre huile de palme et sont constamment harcelés et frappés par des agents de sécurité de la société qui les accusent d'avoir volé des fruits de palme dans les plantations de la société. Les arbres indigènes de valeur commerciale sont coupés et l'eau est polluée, tout comme cela s'est passé au début du XXe siècle avec des personnalités telles que le philanthrope britannique Lord Leverhulme (ci-dessous), co-instigateur d'une campagne de terreur au Congo qui a pris le contrôle des palmeraies des communautés et transformé d'immenses forêts en plantations basées sur le travail forcé.



Aujourd'hui, les communautés vivant à côté et à l'intérieur des plantations qui appartenait autrefois à Unilever (la société qui porte toujours le nom de Lord Leverhulme) – et qui ont maintenant été cédées à d'autres sociétés, aussi bien étrangères que nationales – restent parmi les plus pauvres d'Afrique.

Et tout cela continue de se dérouler « en se dissimulant derrière un discours invoquant une mission d'aide à l'Afrique, exactement comme cela se passait à l'époque coloniale. »<sup>10</sup>

De plus, ce qui « jaillit » à chacun de ces instants de danger liés à l'huile de palme en Afrique occidentale et centrale, ce ne sont pas seulement les souvenirs, mais aussi la conscience d'un espace.

Tout comme un agriculteur autochtone dans les collines du nord de la Thaïlande peut très bien considérer une forêt moins comme une collection d'arbres et de biodiversité inventoriée à un moment défini que comme une étape dans une longue histoire, impliquant périodiquement des liens avec

des endroits éloignés, de même la lutte engagée par une communauté africaine affectée par des plantations de palmiers à huile est susceptible d'être profondément rattachée à la fois à un passé et un futur éloignés et à des régions distantes. Les entreprises agroalimentaires à l'origine de l'accaparement des terres africaines d'aujourd'hui sont issues non seulement de vieux centres coloniaux européens comme la Belgique (SIAT) et le Luxembourg (SOCFIN), mais également de zones précédemment colonisées d'une Asie du Sud-Est encore plus reculée (Wilmar, Sime Darby, Golden Agri).

C'est une Asie du Sud-Est qui elle-même porte l'empreinte sanglante de plantations de palmiers à huile entretenues par une main-d'œuvre quasi-esclave, et qui continue aujourd'hui de brasser des foules de travailleurs migrants bon marché et brutalisés, avec d'immenses étendues de terres bon marché, elles-mêmes brutalisées, cette fois pour produire des agrocarburants pour une nouvelle « économie verte ».

En bref, contrairement à la mythologie commune des luttes purement « locales » auxquelles même le WRM – malheureusement – recourt encore parfois, les luttes populaires africaines contre le capitalisme de l'huile de palme ne sont pas plus confinées à des endroits spécifiques dans l'espace qu'à des moments spécifiques dans le temps.

Elles ne se considèrent pas non plus généralement comme telles.

Elles ne sont pas non plus traitées comme telles par, notamment, les organisations et les entreprises internationales qui doivent consacrer d'innombrables heures « locales » dans des bureaux de Washington ou de Bruxelles à élaborer des stratégies pour les contenir.

La lutte actuelle contre les plantations SOCFIN, par exemple, n'est pas une lutte contre les forces « mondiales » abstraites, par des victimes qui sont simplement « locales » (comme le WRM aurait pu l'exprimer en 2000).

Elle n'est pas menée par des personnes qui ne sont pas en mesure d'« agir au niveau mondial », sauf en rejoignant les réseaux Table ronde sur l'Huile de Palme Durable (RSPO) ou Réduction des Émissions de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD+).



Il s'agit plutôt d'une lutte intrinsèquement mondiale en *elle-même*. Depuis le début, elle a été constante avec, par exemple, une résistance historique aux efforts coordonnés par la Banque mondiale à Washington, entre 1970 et 1990, pour coopérer avec SOCFIN afin de renouveler et de renforcer les relations foncières de l'époque coloniale dans la région.

Ces aspects « mondiaux » de la lutte ne peuvent pas être réduits à une bataille pour les « droits de l'homme » ou un « droit universel au consentement libre, informé et préalable » ou à d'autres causes louables comme la « biodiversité », les « zones humides » ou les « forêts ».

Si les communautés de l'huile de palme en Afrique et en Asie du Sud-Est en viennent à se parler entre elles et à parler les unes pour les autres, il est probable que ce sera moins sur cette base que sur la base d'expériences liées de colonialisme, de racisme, de patriarcat et de résistance.

Pour dire les choses un peu différemment, si les mouvements forestiers en viennent à aborder le colonialisme, le racisme, le patriarcat ou des problèmes similaires, ce n'est pas une façon pour eux d'ajouter quelques beaux discours pittoresques à un compte rendu sommaire d'une lutte pour quelques arbres et parcelles de terrain.

Il ne s'agit pas simplement d'insister pour que les « accompagnements sociaux » des conflits environnementaux ne soient pas oubliés.

Il ne s'agit pas seulement de suggérer que les économies de l'huile de palme dans l'Afrique de 2024 sont analogues à celles de 1924, ou qu'elles partagent une chronologie historique.

Il s'agit en outre d'insister sur le fait que l'industrie de l'huile de palme en Afrique est « littéralement construite à partir de cette histoire brutale ». <sup>11</sup> Les subsides qu'elle tire d'un passé colonialiste et raciste se traduisent chaque jour en espèces sonnantes et trébuchantes sur des comptes courants.

Répetons-le, non seulement ce passé n'est pas mort, mais il n'appartient même pas au passé.

Par exemple, l'activité précaire de production d'huile de palme de Feronia-PHC en République démocratique du Congo (soutenue jusqu'à

très récemment par la Commonwealth Development Corporation (CDC) britannique, une entreprise publique qui s'appelait auparavant la Colonial Development Corporation) ne pourrait tout simplement pas subsister économiquement si elle n'occupait pas des terres forestières qui ont été volées aux communautés le long du fleuve Congo sous l'occupation coloniale belge entre 1908 et 1960.

C'est également vrai pour REDD+.

L'initiative REDD+ ne serait pas en mesure de promettre des unités de substitution patentées bon marché pour la réglementation de la pollution par le carbone à vendre au Nord industrialisé, si elle n'était pas alimentée par des subventions découlant de relations passées – et présentes – de domination coloniale.

Ces relations continuent de soumettre les populations rurales à des forces policières et militaires brutales, comme en témoignent, par exemple, les récents décès en Ouganda et au Kenya.<sup>12</sup>

En bref, il n'est pas si facile d'extraire des concepts analytiques comme celui de colonial de l'analyse écologique de la dégradation des forêts en Afrique sans perdre de vue les facteurs sous-jacents du phénomène.

De la même manière, il n'est pas si facile d'écarter, sous prétexte qu'ils sont « anti-écologiques » les soulèvements contre les décrets éliminant les subventions aux énergies fossiles en Équateur et en France, une fois que l'on reconnaît l'orientation anti-écologique globale des politiques néolibérales auxquelles appartiennent les décrets.

Le problème ici est que les instances internationales sur la politique forestière n'ont jamais accordé beaucoup de place à ce genre de bon sens.

Le credo central définissant l'agenda de presque tous ces forums est d'autant plus fort qu'il n'est pas exprimé : Oubliez Colomb. Oubliez Leverhulme. Oubliez Texaco. Oubliez Aracruz. Oubliez le Plan d'action forestier tropical (PAFT). Oubliez le barrage de Pak Mul. Ils n'ont jamais existé.

Ou si c'est le cas, ils font partie d'un passé qui est mort, ou d'un endroit lointain qui n'a rien à voir avec nous ou qu'il serait impoli de mentionner.

Dissociions-nous de ces cadavres malodorants, c'est là l'idée.

Veillons à ne jamais y faire référence, ni aux processus de colonialisme, de racisme, de patriarcat et d'accumulation mondiale de capital qu'ils représentent.

Faisons comme si ces questions n'avaient pas besoin d'être soulevées.

Ou que nous les avons déjà résolues avec nos « politiques de genre » et nos « mécanismes de participation ».

Parlons plutôt de futurs désincarnés dans des lieux non locaux.

Ce n'est pas pour rien, par exemple, qu'une politique non officielle, mais explicite et avouée de la Banque mondiale est que les « enseignements de l'expérience passée » doivent être « généralement ignorés dans la conception de nouvelles opérations » au profit de promesses optimistes quant à un avenir entièrement théorique.<sup>13</sup>

Ce n'est pas pour rien que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a omis pendant plus de 25 ans de mentionner le nom d'une seule compagnie pétrolière, ni de rappeler l'histoire mondiale de l'extraction de charbon ou de gaz.

Ce n'est pas pour rien que la Convention sur la diversité biologique (CDB) n'aborde jamais les moments décisifs de l'histoire de la nature, mais seulement ceux d'une espèce humaine immuable imaginaire, qui est toujours et partout en guerre avec la nature, et dont les caractéristiques, comme la soif d'énergie, sont représentées comme éternelles.

Et ce n'est pas pour rien que l'Alliance pour les solutions climatiques naturelles ne mentionne pas les échecs de REDD+ et du Mécanisme de développement propre.

Et cela vaut non seulement pour la Banque mondiale, la CDB, la CCNUCC, le Forum économique mondial, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Forum des Nations Unies sur les forêts, la FAO, ONU-REDD (Programme des Nations Unies pour REDD), la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO), la Table ronde sur le soja responsable (RTSR), le Forest Stewardship

Council (FSC), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Centre pour la recherche forestière internationale et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

C'est également vrai, dans une très large mesure, d'ONG internationales comme Forest Trends, Forest Dialogue, Conservation International, The Nature Conservancy, Environmental Defence Fund, WWF, Greenpeace et bien d'autres.

Le problème n'est pas seulement que ces organisations et les forums politiques qu'ils parrainent censurent d'innombrables noms propres.

Ce n'est pas seulement qu'ils essaient d'amputer les liens vivants que les luttes de base entretiennent avec leur passé profond et l'ensemble de leur environnement.

Ce n'est pas seulement qu'ils essaient d'affaiblir les mouvements sociaux en les présentant comme « purement locaux et traditionnels » tout en se qualifiant eux-mêmes d'« universels et non traditionnels ».

C'est aussi qu'ils ne peuvent même pas se placer eux-mêmes dans le contexte de leur propre passé et de leurs connexions mondiales.

En cela, les organisations mentionnées ci-dessus diffèrent fortement des mouvements avec lesquels WRM travaille.

Comme l'explique un activiste indonésien, le « 'non' » exprimé sans relâche par de nombreux peuples forestiers en réponse aux tentatives faites par ces organisations de les récupérer, tend à se fonder sur une compréhension profonde et différente de la façon dont la vie se reproduit ainsi que, souvent, sur un « sentiment de co-identification avec les forêts ».<sup>14</sup>

De la même manière, les alliances qui luttent contre la société de plantations de palmiers à huile SOCFIN diffèrent de nombreuses ONG à dominante urbaine en ce sens qu'elles n'ont pas d'autre choix que de se considérer sérieusement comme des acteurs dans les profondeurs du temps et de l'espace.

Et les villageois du Maharashtra en Inde mentionnés par une autre personne interrogée pour ce rapport s'efforcent obstinément, au prix de sacrifices considérables, de reconnaître en eux-mêmes de formidables héritages

historiques et institutionnels qui les restreignent, comme condition préalable à leur acceptation.

Parallèlement, les militants dont la langue maternelle est le quechua ou l'aymara dans les Andes d'Amérique du Sud ont toujours mis leur compréhension linguistique du passé « devant eux » en suivant les traces de leurs ancêtres, tandis qu'un avenir inconnu reste hors de vue « derrière », et l'ont transformé en un slogan politique en langue espagnole délibérément provocateur, *el pasado está adelante* (le passé est devant nous).<sup>15</sup>

En revanche, des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI), l'ONU-REDD ou l'Environmental Defense Fund, en se coupant de leur propre histoire et de leurs propres liens dans l'espace pour des raisons de politique officielle, sont même incapables de se prendre *eux-mêmes* au sérieux.

Ils ne sont pas capables d'être sérieux, que ce soit au sujet de la perte de forêts ou d'eux-mêmes en tant que produits de processus historiques qui incluent la déforestation.

L'incrédulité cynique que manifestent ces organisations par rapport à leurs grotesques réserves de tigres, leurs systèmes hydroélectriques géants, leurs marchés du carbone et leurs agences de certification ne change rien au fait qu'elles passent en fait au moins huit heures par jour à travailler dans ou sur ces univers Disney.<sup>16</sup>

Prendre au sérieux des organisations comme la Banque mondiale ou Conservation International serait donc en soi peu sérieux. Comment le WRM doit-il se comporter face cette absence de sérieux ?

Comme le souligne la militante équatorienne, des questions similaires deviennent à nouveau pertinentes lorsque des réseaux internationaux bien intentionnés dominés par le Nord s'efforcent de transformer le travail accompli par des mouvements du Sud émergents et divisés en interne autour (par exemple) du *buen vivir* ou des « droits de la nature » en des « alternatives » simples et prêtes à l'emploi pour faire campagne partout dans le monde.

Les partenaires européens ou nord-américains de tels réseaux peuvent-ils prendre au sérieux l'ancrage de tels mouvements dans 500 ans de conflit sur le colonialisme ?

Peuvent-ils prendre au sérieux la nature fluide et non fixée de ces mouvements ?

Ou vont-ils plutôt les décontextualiser en morceaux figés de texte isolé à insérer dans divers agendas internationaux ?

Et les militants du Nord – y compris ceux qui ont de bonnes relations avec le WRM – peuvent-ils comprendre comment ils seront eux-mêmes vus dans les pays du Sud s'ils le font ?

Ce faisant, peuvent-ils apprendre à se prendre *eux-mêmes* au sérieux en tant qu'Européens ou Nord-Américains plutôt qu'en tant qu'agents sans racines de messages politiquement corrects, universels et à la mode ? Et s'ils ne le peuvent pas, comment le WRM peut-il échanger avec eux ?

## Remarques de conclusion

La *milpa* est un mot mexicain, largement utilisé en Mésopotamie, qui désigne une parcelle agricole où l'on plante du maïs et de nombreuses autres cultures. Plus qu'un simple champ, une *milpa* est un système de culture pour une communauté florissante ; c'est un mode de vie.

Un proverbe mexicain dit : « On peut voir le monde entier depuis la milpa. » Mais des organisations comme l'ONU, la FAO et d'autres organisations participant aux instances politiques internationales voient-elles et comprennent-elles la *milpa* ? Si l'on se base sur la réflexion menée dans le cadre de cette note d'information, la réponse est non. Depuis leurs bureaux internationaux, elles ne voient pas vraiment la *milpa*, ce qui signifie qu'elles ne comprennent pas le monde non plus.

Par conséquent, la principale leçon à tirer de cette réflexion est peut-être qu'il faut être prêt à renverser la perspective, comprendre le monde à partir de la milpa. Cela impliquerait de connaître et de comprendre comment les

gens vivent, leurs luttes et les causes de la déforestation – cela permettrait à la milpa d'exercer une influence sur les politiques de l'ONU, de la FAO et de la Banque mondiale, plutôt que l'inverse.

Pour des organisations comme le WRM, qui cherchent à renforcer la collaboration avec les communautés de terrain et leurs luttes, et qui ont l'habitude de parler de forêts, de climat, etc., ceci a plusieurs implications. Tout d'abord, cela signifie qu'il faut être ouvert et respectueux de la grande diversité des concepts utilisés par les communautés de terrain à la place de concepts tels que les forêts, la biodiversité, etc. Mais cela signifie aussi qu'il faut être ouvert à différents types d'interactions avec un autre monde – ou mieux encore, une diversité d'autres mondes. Et ces mondes ne refusent pas seulement d'utiliser les concepts qui nous sont familiers ; ils ont une conception différente de la vie, avec des règles de base différentes de celles qui nous sont familières.

Le document plus complet sur lequel est basé cette note d'information (et en particulier son dernier chapitre intitulé « *Des modes de dialogues différents se traduisent par des approches différentes pour se comprendre soi-même* ») continue à réfléchir à ces différents mondes et leurs implications pour le WRM et d'autres groupes dans leur engagement à soutenir les luttes des communautés de terrain.

## References

- 1 FAO, *Going to the roots: Addressing the underlying causes of deforestation and forest degradation*, <https://www.fao.org/3/XII/MS12B-E.htm>
- 2 Bulletin WRM, *Une liste (incomplète) de concepts qui détruisent les forêts*, janvier 2020  
<https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/une-liste-incomplete-de-concepts-qui-detruisent-les-forets>
- 3 Ricardo Carrere and Larry Lohmann, *Pulping the South: Industrial Tree Plantations in the World Paper Economy*, Londres : Zed, 1996, p. 10.
- 4 Ivan Illich, *Medical Nemesis: The Expropriation of Health*, New York: Pantheon, 1982.
- 5 Silvia Ribeiro, *De la compensation de biodiversité à l'ingénierie des écosystèmes : de nouvelles menaces pour les communautés et les territoires*, Bulletin WRM 227, novembre/décembre 2016, pp. 5-9  
<https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/de-la-compensation-de-biodiversite-a-lingenierie-des-ecosystemes-de-nouvelles-menaces-pour-les>
- 6 Lohmann, L; Hildyard, N., *Energy, Work and Finance*, The Corner House, March 2014  
<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/energy-work-and-finance>
- 7 Kimberle Crenshaw, *Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color*, *Stanford Law Review* 43 (6), 1991, pp. 1241-1299.
- 8 Walter Benjamin, *Theses on the Philosophy of History*, VI, 1940.
- 9 L'Alliance contre les plantations industrielles en Afrique, *En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme*, GRAIN et WRM, septembre 2019, p.6 <https://www.grain.org/system/articles/pdfs/000/006/324/original/Oil%20palm%20in%20Africa%20EN.pdf>; voir également Bulletin WRM, RDC : *des communautés se mobilisent pour se libérer d'un siècle de plantations coloniales de palmiers à huile*, juillet 2016. <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/rdc-des-communaut-es-se-mobilisent-pour-se-liberer-dun-siecle-de-plantations-coloniales-de-palmiers-a>
- 10 Ibid., p. 7.
- 11 Ibid.
- 12 <https://www.redd-monitor.org>
- 13 World Bank Quality Assurance Group, Portfolio Improvement Program, "Portfolio Improvement Program: Reviews of Sector Portfolios and Lending Instruments: A Synthesis" (projet de rapport interne), 22 avril 1997, p. 15.
- 14 Hendro Sangkoyo, communication personnelle, avril 2020.
- 15 Compare Silvia Rivera Cusicanqui, *Sociología de la imagen: Miradas ch'ixi desde la historia andina*. Buenos Aires: Tinta Limón, 2015 and Nick Estes, *Our History is the Future: Standing Rock versus the Dakota Access Pipeline, and the Long Tradition of Indigenous Resistance*. Londres : Verso, 2019.
- 16 Slavoj Žižek, *First as Tragedy, Then as Farce*, London: Verso, 2009; Žižek, *For They Know Not What They Do*, London: Verso, 2008; Japhy Wilson e Manuel Bayón, *La Selva de los Elefantes Blancos. Megaproyectos y Extractivismos en la Amazonia Ecuatoriana*, Quito: Abya Yala; Wilson and Bayón, *Fantastical Materializations: Interoceanic Infrastructures in the Ecuadorian Amazon*, *Environment and Planning D* 35 (5), 2017, p. 836-54; Michel Callon, ed., *The Laws of the Markets*, Oxford: Wiley-Blackwell; 1998; Timothy Mitchell, *Rule of Experts: Egypt, Technopolitics, Modernity*, Berkeley: University of California Press, 2002; Petter Holm, *Which Way Is up on Callon?*, in Donald MacKenzie, Fabian Muniesa e Lucia Siu, eds., *Do Economists Make Markets?: On the Performativity of Economics*, Princeton: Princeton University Press, 2008; Donna Haraway, *Primate Visions: Gender, Race and Nature in the World of Modern Science*, New York: Routledge, 1990; Larry Lohmann, *Missing the Point of Development Talk: Reflections for Activists*, 1998, <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/missing-point-development-talk>



